

4) **Visite officielle de travail à Berne du Secrétaire général du Ministère des affaires étrangères d'Espagne, M. Francisco Villar, le 5 octobre 1994**

Le Secrétaire d'Etat Kellenberger a reçu le 5 octobre dernier à Berne son homologue espagnol, M. Francisco Villar (V). Cette visite faisait suite à celle que Ke avait effectuée en décembre 1993 à Madrid; à cette occasion, il avait été convenu de tenir des consultations bilatérales régulières, au moins une fois par an. Les entretiens se sont déroulés dans une atmosphère empreinte de cordialité et de franchise.

**Relations Suisse-UE:** Ke, après avoir rappelé les éléments essentiels de la politique d'intégration suisse, a souligné l'importance pour la Suisse de pouvoir entamer aussi vite que possible les négociations bilatérales avec l'UE et a demandé l'appui de l'Espagne en vue d'un tel but. Un renvoi serait mauvais pour le climat général en Suisse en ce qui concerne les relations avec l'UE. La Suisse est prête à négocier sur le plus grand nombre possible des quinze domaines proposés. Selon V, l'Espagne a accueilli avec tristesse le refus suisse de l'EEE et se réjouit de l'objectif stratégique de notre politique d'intégration. L'Espagne est favorable à notre approche bilatérale actuelle, ainsi que la présidence allemande. L'UE devrait être en mesure de donner le feu vert aux négociations en octobre/novembre de cette année; V souhaite que celles-ci puissent se conclure avant le début de la présidence espagnole (deuxième moitié de l'année prochaine). L'Espagne sera pour sa part coopérative pendant les négociations.

**Construction européenne:** la reprise économique crée selon V un nouvel optimisme. Les résultats des référendums en Scandinavie devraient contribuer à accentuer ce climat (seul le résultat de la Norvège donne des doutes). Un approfondissement institutionnel devient indispensable. L'Espagne présidera, à partir de juin 1995, le groupe de réflexion chargé de la préparation de la Conférence de 1996, dont l'agenda comprendra les modifications nécessaires du Traité de l'Union, l'approfondissement de la politique extérieure et de sécurité commune, et les réformes institutionnelles (minorités de blocage, pondération des voix, nombre de commissaires, rapports entre les parlements nationaux et le parlement européen). La négociation d'accords d'association avec la Slovaquie et les Etats baltes est une des priorités de la présidence actuelle; l'Espagne mettra pour sa part l'accent sur la Méditerranée du Sud, la frontière la plus vulnérable de l'UE. Elle prévoit de prendre l'initiative d'une conférence regroupant les pays de l'UE et ceux de cette région. La coordination entre présidences sera poursuivie. V s'est dit par ailleurs sceptique quant aux réalisations actuelles de la PESC : aucun saut qualitatif ne s'est produit par rapport à la CPE; son approfondissement reste cependant la seule voie possible. Ke a souligné l'importance pour la Suisse du dialogue politique avec l'UE pour diminuer les risques d'isolement sur ce plan. Un tel dialogue a été possible sous les présidences belge et allemande; V a assuré pour sa part qu'il pourra se poursuivre sous la présidence espagnole.

**Architecture de sécurité en Europe:** V souligne que la coopération entre l'OTAN et l'UEO est devenue plus étroite. Toutes les difficultés et malentendus avec les Etats-Unis et certains partenaires, qui existaient avant Maastricht ont pu être surmontés. L'OTAN s'est ajusté aux nouvelles réalités. La restructuration au niveau des forces armées et des commandements est pratiquement terminée. Une des questions centrales aujourd'hui est celle de savoir comment l'Alliance a les moyens appropriés pour participer par exemple à des opérations de maintien de la paix ou à des opérations humanitaires. Le concept des "separable but not separate forces" est à la base de cette discussion. V note également des



progrès en ce qui concerne les capacités opérationnelles de l'UEO. Il mentionne dans ce contexte les unités intégrées qui n'appartiennent pas à l'UEO mais sont à la disposition à la fois de l'OTAN et de l'UEO. L'UEO peut ainsi faire usage de moyens pour des actions européennes. Eurocorps sera opérationnel à partir de l'année prochaine. L'Espagne met actuellement une brigade à disposition, plus tard ce sera une division. L'Espagne soutient l'initiative Partenariat pour la paix; elle considère par contre comme prématurée la question de l'adhésion éventuelle à l'OTAN des Etats de Visegrad ou d'autres pays de l'Europe orientale: les Etats-Unis ne seraient pas disposés à leur fournir des garanties militaires. Les pays qui veulent adhérer à l'OTAN devraient aussi comprendre que la stabilité en Russie est aussi importante pour eux que cette adhésion. L'adhésion exige également une certaine préparation de leur part, au niveau des doctrines et des armements. Ke a souligné l'intérêt de la Suisse vers PpP; le CF pourrait cette année encore se prononcer à ce sujet. Au sujet de la CSCE, V a déclaré que l'Espagne est favorable à une présidence suisse en 1996. La CSCE demeure irremplaçable, étant la seule organisation qui inclut tous les pays d'Europe et l'Amérique du Nord sur le même pied. Elle devrait toutefois se concentrer davantage sur la dimension humaine, le désarmement et la prévention des conflits. V exprime ses doutes quant à son utilisation pour des opérations de maintien de la paix. Favorable au renforcement du rôle politique du Secrétaire général, il considère par contre comme totalement inacceptable l'idée russe d'investir la CSCE d'un rôle de coordination générale des structures de sécurité en Europe. Quant au Pacte de stabilité, la CSCE doit être investie de la vérification de son application.

**Ex-Yougoslavie:** l'Espagne est présente dans cette région avec un contingent, encadré dans la FORPRONU, de 1400 hommes, qui a payé un des tributs les plus hauts en vies humaines (12 morts). V se dit extrêmement sceptique quant à la viabilité du plan de paix actuel pour la Bosnie-Herzégowine, bien qu'il s'agisse du seul moyen pour arrêter la guerre. La France et la Russie verraient avec faveur une fédération entre les Serbes de Bosnie et la Serbie/Monténégro comme un moyen essentiel pour faire accepter ce plan par Pale; les Etats-Unis sont par contre plus réticents. Les sanctions à elles seules ne seront pas suffisantes pour obliger Pale à accepter le plan de paix. Selon V, les militaires à Belgrade jouent un rôle peut-être plus important que Milosevic. Ce dernier essaierait de remplacer le leadership actuel des Serbes de Bosnie en comptant sur un coup militaire.

**Afrique du Nord:** Le Maghreb constitue une priorité et une préoccupation constante de la politique étrangère de l'Espagne. Dette, chômage et pression démographique sont les phénomènes communs à la région; en Algérie, ils sont doublés par une profonde crise d'identité. Ainsi, la tentation est forte de recourir à l'Islam, en tant que modèle non importé. Un dialogue entre toutes les forces politiques non-terroristes, bien que très problématique, est indispensable: la pure répression à l'endroit des intégristes risque en effet de faire éclater une guerre civile. Le triomphe de l'intégrisme qui en dériverait, aurait des conséquences catastrophiques sur le Maroc, la Tunisie et l'Egypte. Les relations entre l'Algérie et le Maroc sont traditionnellement difficiles; cependant, on n'est pas en présence, à l'heure actuelle, d'une exportation du terrorisme algérien vers ce dernier pays. L'attentat récent contre deux touristes espagnols au Maroc est l'oeuvre de milieux islamistes basés en France. Au Maroc, le terrain n'est pas favorable pour une dérive intégriste. Ce pays est le plus stable du Maghreb; l'Espagne y investit massivement (deuxième destination absolue des capitaux espagnols, après le Portugal).

Le référendum sur l'auto-détermination au Sahara occidental n'aura pas lieu à la date prévue, ni à aucune autre date, de l'avis de V, si le Maroc n'est pas sûr au préalable que le

résultat lui sera favorable. Selon V, le résultat du référendum sera serré, ce qui n'est pas de bon augure pour la stabilité dans la région. Un Etat sahraoui forcément fragile n'est pas une solution viable. Seule solution durable serait un compromis, avant le référendum, sur un statut d'autonomie au sein du Maroc. Ce compromis serait soumis par la suite au référendum.

Avec la Libye, l'Espagne entretient des relations bilatérales correctes. Elle s'emploie à débloquer la situation qui a fait suite à l'adoption des sanctions; la solution proposée par la Ligue arabe (un procès aux prévenus de l'attentat de Lockerbie à La Haye, avec des juges écossais) paraissait, tant de l'avis de V que de Ke, comme une possibilité. L'opposition des Etats-Unis et de la Grande Bretagne l'ont rendue vaine. Une Libye isolée n'est cependant pas dans l'intérêt de la région et l'Espagne ne serait pas disposée à souscrire à de nouvelles sanctions, plus dures, à l'endroit de cette dernière.

**Processus de paix au Proche-Orient:** V considère ce dernier comme irréversible, malgré les difficultés, même graves, qu'il pourra connaître. Arafat, qui a été reçu à Madrid par le Roi la semaine dernière, s'est montré, à différence des occasions précédentes, très optimiste. Israël, à ses dires, aurait manifesté sa satisfaction quant au fonctionnement de la police palestinienne; Hamas serait en train de perdre chaque jour du terrain. Arafat tient à ce que les élections aient lieu au plus vite. Une divergence de taille subsiste sur la nature de l'Assemblée qui sortira des élections (législative selon les Palestiniens, purement administrative selon Israël). Le retour des réfugiés palestiniens, les implantations juives dans les territoires occupés et le statut de Jérusalem seront les trois problèmes majeurs à aborder après ces dernières. Par ailleurs, de l'avis d'Arafat, un accord entre Israël et la Syrie pourrait se préciser en janvier/février de l'année prochaine. Ke a esquissé l'engagement de la Suisse dans le processus de paix; à ce sujet, V a déclaré que l'Espagne est prête à soutenir notre initiative de mise en place d'un sixième groupe multilatéral, consacré aux droits de l'homme.

**Cuba:** l'Espagne se sent très proche de Cuba ("La Havane était la deuxième ville d'Espagne"). Le dialogue avec les autorités cubaines est franc et parfois brutal "comme on peut se le permettre au sein de la même famille". L'Espagne attache de l'importance au lien entre transformation économique et renouveau politique. La mission à Cuba de l'ancien ministre espagnol de l'économie Solchaga a déjà donné des fruits (libéralisation du dollar, introduction de certaines activités privées, libéralisation assez étendue du marché agricole). L'Espagne insiste maintenant sur la mise en place d'un dialogue politique avec l'opposition. La récente visite en Espagne du ministre cubain des AE Robaina a marqué un tournant, ce dernier ayant accepté pour la première fois de rencontrer des représentants de l'opposition en exil. Madrid cherche à obtenir un fléchissement de l'embargo américain, qui a totalement manqué son but, en échange de réformes politiques à Cuba. L'idée de provoquer de l'extérieur une chute violente du régime cubain est irréaliste et dangereuse: elle ne tient pas compte du caractère très nationaliste du peuple cubain; de surcroît, l'encerclement fournit le meilleur alibi au régime de Castro. V considère toutefois un changement de l'attitude américaine comme possible, après les élections partielles qui auront lieu prochainement aux Etats-Unis.

Les questions bilatérales feront l'objet de communications séparées aux services concernés. V et Ke ont convenu, en conclusion des entretiens, de poursuivre le dialogue à Madrid et d'intensifier leurs contacts informels.

5) Besuch von Staatssekretär J. Kellenberger (Ke) in Bonn vom 6. Oktober 1994

Die Beziehungen Schweiz-EU, die weitere Entwicklung der EU und europäische Sicherheitsfragen standen im Mittelpunkt des Arbeitsgesprächs zwischen Staatssekretär Kastrup (Ka) und Ke.

1. Schweiz-EU

Ka bestätigt, dass die deutsche EU-Präsidentschaft auf die rasche Verabschiedung der ersten EU-Verhandlungsmandate hinarbeitet. Ende Oktober oder im November sollte dies für einige Bereiche der Fall sein, die er übrigens nicht im einzelnen aufzählt.

Ke unterstreicht mit Nachdruck, der Zeitpunkt für den Eintritt in formelle Verhandlungen sei jetzt wirklich gekommen. Der Verkehr - Zivilluftfahrt und gegenseitiger Zugang zum Strassengüterverkehrsmarkt - und der passive Textilveredelungsverkehr müssten nach schweizerischer Auffassung ebenfalls Gegenstand der ersten Verhandlungsphase bilden. Mit dem vom Bundesrat am 9. September beschlossenen Umsetzungskonzept der Alpeninitiative seien die wesentlichsten Anliegen der EU - rechtliche und faktische Nichtdiskriminierung, Einsatz marktwirtschaftlicher Instrumente - berücksichtigt. Auch wenn heute nicht die hinterletzte Frage beantwortet werden könne, sehe er keine Begründung mehr für ein weiteres Hinauszögern der Verhandlungen.

Ke gab seiner Genugtuung über den Ausbau des politischen Dialogs in verschiedenen Sachbereichen zwischen der Schweiz und Deutschland aufgrund der mit Ka am Treffen vom 6. Mai getroffenen Vereinbarung Ausdruck. Dieser soll auch nach der deutschen EU-Präsidentschaft fortgesetzt werden.

2. Entwicklung der EU

Die Konkretisierung der Heranführungspolitik der zentral- und osteuropäischen Staaten, die der EU beitreten möchten, bleibt nach Ka das zentrale Anliegen der deutschen EU-Präsidentschaft. Diese arbeitet mit der nachfolgenden französischen eng zusammen.

Am europäischen Rat in Essen im Dezember sollen die Kriterien festgehalten werden, die für einen EU-Beitritt erfüllt sein müssen. Sie orientieren sich an den früheren Beschlüssen der europäischen Räte von Kopenhagen und Korfu. Die Aufnahmefähigkeit der EU ist eine weitere Bedingung für Erweiterungen. Zeitvorgaben für Osterweiterungen werden nach Ka nicht gemacht, doch beinhaltet das Konzept, dass die verschiedenen Länder zu verschiedenen Zeitpunkten die Voraussetzungen erfüllen und damit beitreten könnten. Abschluss eines Europaabkommen bleibt die Voraussetzung für den späteren Beitritt. 6 zentral- und osteuropäischen Staaten haben ein solches bekanntlich bereits ausgehandelt, Slovenien und die drei baltischen Staaten sind Kandidaten.

Die deutsche EU-Präsidentschaft bereitet für Essen auch einen konkreten Massnahmenkatalog vor, um diese Staaten an die EU heranzuführen:

- Strukturierter Dialog in den verschiedensten Bereichen der Aussen-, Sicherheits- und Wirtschaftspolitik

- Annäherung dieser Staaten an den Binnenmarkt (Marktöffnung, Rechtsannäherung usw.)
- Inneres und Justiz
- Vertiefung in verschiedenen Kooperationsbereichen (Verkehr, Telecom, transeuropäische Netze etc.)
- Menschliche Dimension (Kultur, Ausbildung)
- Finanzielle Kooperation

Die Aussenminister der 6 zentral- und osteuropäischen Staaten mit Europaabkommen werden sich übrigens mit den Aussenministern der EU-Mitgliedstaaten am 31.10.1994 in Luxemburg treffen, um u.a. die Heranführungsstrategie zu erörtern.

### 3. Europäische Sicherheitsfragen

Ka unterstützt die schweizerische Kandidatur zur Uebernahme der KSZE-Präsidentschaft 1996 und bestätigt die bekannte Bedeutung, welche Deutschland der KSZE beimisst. Die deutsch-niederländischen Vorschläge wurden nach Ka am 4.10. übrigens weitgehend von der EU übernommen. Ka begrüsst das russische Interesse an der KSZE. Die russische Stossrichtung, stärkere Rolle der KSZE in der Konfliktprävention, entspreche auch deutscher Auffassung. Nicht geteilt wurden die russischen Vorstellungen einer KSZE als Ueberbau über die europäischen Sicherheitsstrukturen oder der Vorschlag eines Exekutivausschusses mit ständigen und rotierenden Mitgliedern.

Als besondere Anliegen der Schweiz im KSZE-Rahmen bezeichnete Ke

- möglichst gute Arbeitsteilung und reibungsloses Zusammenwirken zwischen den verschiedenen Akteuren auf dem Felde der europäischen Sicherheit
- KSZE-Schwerpunktsetzung im Bereich der präventiven Diplomatie und des Krisenmanagement
- verstärkter Einbezug menschen- und minderheitenrechtlicher Fragen in die politische Arbeit der KSZE
- erweiterter Handlungsspielraum für Generalsekretär, Troika und Präsidentschaft.

Partnership for Peace (PfP) bezeichnet Ka als grossen Erfolg in nur 3/4 Jahren. Die Initiative habe das politische und sicherheitspolitische Klima in Europa sehr günstig beeinflusst. Ohne die einen (Russland) zu schockieren, habe sie die anderen (die auf NATO-Beitritt drängenden) beruhigt. Mit der ersten gemeinsamen Übung, zu der Polen eingeladen habe, seien sehr gute Erfahrungen gemacht worden.

Ke erklärte die Gründe, aus welchen PfP auch der Schweiz aussen- und sicherheitspolitisch interessant erscheine. Deshalb hätten sowohl das EDA wie das EMD zu einem frühen Zeitpunkt positiv reagiert. Ein Entscheid über die Teilnahme auf Bundesratsebene sei aber

noch nicht gefallen. Dieser dürfte sich aber mit dem Geschäft in den nächsten Wochen befassen, wobei er sich auch mit der mutmasslichen innenpolitischen Akzeptanz eines Schrittes, der in seiner Entscheidungskompetenz liegt, auseinandersetzen wird.

Den Stabilitätspakt bezeichnet Ka als Adoptivkind, aus dem das Beste zu machen sei. Seiner Ansicht nach können auch grenzüberschreitende Nachbarschaftsprojekte ohne direkten Minderheitenbezug durch Abbau von Schranken indirekt beim Entschärfen oder Lösen von Minderheitenproblemen helfen.

#### 4. Russland / Ukraine

Die innenpolitische Lage in Russland erscheint Ka relativ stabil. Einen zwiespältigen Eindruck hinterlasse der Gesundheitszustand Jelzins, der sich trotzdem 1996 zu einer Wiederwahl scheine stellen zu wollen.

Die neue Führung der Ukraine sei offener für wirtschaftliche Reformen. Der ukrainische Aussenminister habe am Treffen mit den EU-Aussenministern am 4.10. in Luxemburg einen positiven Eindruck hinterlassen (Die gleiche Aussage machte gegenüber Ke auch der britische Europaminister Davis am 7.10.).

#### 5. Ehemaliges Jugoslawien

Ka teilt die Skepsis von Ke über längerfristige Tauglichkeit des gegenwärtigen Friedensplanes für Bosnien-Herzegowina. Es gebe aber keine Alternative zu diesem Plan, wenn eine militärische Intervention von aussen ausgeschlossen werden. Eine solche werde aber ausgeschlossen. Noch kein Kritiker des bestehenden Planes habe ihm eine bessere Alternative präsentieren können. Hinter dem Ziel, dem Kriegen in Bosnien-Herzegowina ein Ende zu setzen, ständen alle anderen Fragen zurück. Am Rande der Wahrheit befindet man sich nach Ka allerdings, wenn man in Anbetracht der tatsächlichen Vorgänge und des Friedensplanes noch immer das Ziel der territorialen Integrität von Bosnien-Herzegowina bekräftigt.

#### 6. Türkei

Die Beziehungen zur Türkei bleiben für Deutschland, wo 2 Mio. Türken, wovon rund 400'000 kurdischer Abstammung, leben, schwierig. Seit dem Verbot wirkt die PKK aus dem Untergrund. Es gibt in Deutschland eine namhafte Kurden-Lobby. Deutschland ist sich gleichzeitig der grossen politischen und geopolitischen Bedeutung einer Türkei bewusst, in der Deutschland nach wie vor viel Sympathie genießt. Die Gewährung eines gewissen Autonomiestatutes für das kurdische Kernsiedlungsgebiet im Südosten wäre für Ka ein Lösungsansatz, aber die türkische Regierung scheint nicht dazu bereit.

#### 7. Bilaterale Beziehungen

Ka und Ke haben beschlossen, dass Experten der beiden Länder die Zusammenarbeitsmöglichkeiten bei Projekten zur Förderung der deutschen Sprache im Ausland, vor allem in Zentral- und Osteuropa, prüfen. Einen entsprechenden Vorschlag hatte Ka am letzten Gespräch am 6. Mai in Bern gemacht.

Ke teilte Ka auch mit, die Schweiz unterstütze die Einführung des Deutschen als Arbeits- und Amtssprache im Europarat, machte aber auf die damit verbundenen hohen Kosten aufmerksam. Diese grundsätzliche schweizerische Unterstützung bedeute noch nicht eine Zustimmung zu den finanziellen Konsequenzen. Der letztere Aspekt müsse in der Schweiz mit den Verantwortlichen noch genauer geprüft werden.

6) **Arbeitsbesuch des britischen Vize-Aussenministers,  
Staatsminister David Davis, in Bern am 7. Oktober 1994**

---

David Davis, MP, Minister of State for Foreign and Commonwealth Affairs, stattete Herrn Staatssekretär J. Kellenberger am 7. Oktober 1994 in Bern einen Arbeitsbesuch ab. Er wurde ebenfalls von Herrn Bundesrat F. Cotti, Herrn Bundesrat A. Koller und Herrn Staatssekretär F. Blankart empfangen. Die Gespräche beschlugen die europäische Integration, die Sicherheit in Europa, sowie die Lage und Entwicklungsperspektiven in Mittel- und Osteuropa und im Balkan.

**A. Gespräch Staatsminister David Davis mit Bundesrat F. Cotti**

Lors de l'entretien avec le Chef du Département, Davis a rappelé la nécessité de baser l'évolution de l'UE sur le respect de la diversité de ses composantes, la flexibilité et sur le rôle fondamental des parlements nationaux. La Grande-Bretagne est par ailleurs favorable à un noyau dur de politiques, "core disciplines", que tous les Etats membres doivent suivre (commerce, environnement, concurrence, aides publiques, PESC), alors que pour les autres la subsidiarité jouerait entièrement. En ce qui concerne les théories de noyau dur d'Etats, Londres considère qu'en fonction des politiques la composition du noyau dur changerait. Le Royaume-Uni serait par exemple absent de l'union monétaire, mais présent dans la PESC.

Au sujet des négociations bilatérales Suisse-UE, Davis soutient un démarrage le plus rapide possible, sans parallélisme au départ.

**B. Gespräch Staatsminister David Davis mit Bundesrat A. Koller**

Im Verlauf des halbstündigen Gesprächs, zu dem der Vorsteher des EJPD den britischen Staatsminister empfing, kamen die folgenden beiden Themen zur Sprache: Harmonisierung des schweizerischen Rechts mit dem Recht der Europäischen Union (Information über den Stand des "Swisslex"-Programms); Zusammenarbeit zwischen der Schweiz und der Union in den Bereichen Justiz und Inneres (Interesse der Schweiz am Beitritt zum Dubliner Erstasylabkommen; Bedeutung der Zusammenarbeit bei der Bekämpfung des internationalen Verbrechens).

**C. Gespräch Staatsminister David Davis mit Staatssekretär J. Kellenberger**

**1. Europäische Integration**

Zur Eröffnung der Gespräche skizzierte Staatssekretär Kellenberger (KE) die Position der Schweiz in der Frage der Aufnahme von **bilateralen Verhandlungen mit der EU** und unterstrich dabei, dass der **Beginn** solcher Verhandlungen nicht länger mit dem



Hinweis auf "appropriate parallelism" verzögert werden sollte. In schweizerischer Sicht sollten die Dossiers Verkehr und Textilien Teil der ersten Verhandlungsphase sein. Insbesondere wäre die Aufnahme von Verhandlungen im Bereich der Personenfreizügigkeit undenkbar ohne eine gleichzeitige Aufnahme von Verhandlungen im Verkehrsbereich.

Im Zusammenhang mit dem Transitverkehr sagte KE, dass die Schweiz bezüglich Nichtdiskriminierung und marktwirtschaftliche Instrumente wesentliche Zusagen gemacht hat. Unter diesen Voraussetzungen sollten auch die Mandate im Verkehrsbereich verabschiedet und Verhandlungen begonnen werden.

Ist die Verabschiedung eines ersten Paketes von Verhandlungsmandaten bis Ende Oktober möglich?

Während die Verabschiedung einzelner Verhandlungsmandate bis Ende Oktober möglich sei, bleibt nach D das Verkehrsdossier blockiert. Der Verkehrsrat vom 26. September habe zwar Fortschritte gebracht, verlange aber im Hinblick auf die nächste Sitzung von Ende November von der Schweiz weitere Erläuterungen. Es bestehe keine Aussicht auf ein Mandat "Verkehr" bis zum 31. Oktober.

Nach den Kriterien und dem Zeitplan für eine Osterweiterung der Union befragt, erwähnte D. folgende Schwierigkeiten:

Zuerst stellen die **Dimensionen**, d.h. die Zahl und die Grösse der Beitrittswilligen, ein **institutionelles Problem**.

Ein zweites Problem ergebe sich spezifisch für die **Landwirtschaftspolitik** und die **Strukturfonds**, die sich nach einem Beitritt mittel- und osteuropäischer Staaten quasi einem Bankrott gegenüber sähen. Dem kürzlich vorgelegten CDU-Papier über die Integration komme das Verdienst zu, diese Probleme beim Namen genannt zu haben.

Drittens ist die EU nicht bereit, mit der Aufnahme dieser Staaten auch deren **Grenz- und Minderheitenprobleme** zu erben.

Was den Zeitplan für den Beitritt der mitteleuropäischen Staaten betrifft, vertrat D. die persönliche Ansicht, dass es statt einer Staffelung "4 dann 2" eher zu einem "3 dann 3" kommen könnte (und zwar nicht nur wegen den jüngsten Wahlen in der Slowakei). Ein besonderes Problem ergäbe sich dann auch aufgrund des Freihandels zwischen der Gruppe der zuerst Beitretenden und den anderen.

Im Zusammenhang mit der allfälligen Ausweitung des Kreises der Beitrittskandidaten hielt D. fest, dass Kroatien nicht zur Diskussion stehe.

## 2. Sicherheit in Europa

KE rief die Kandidatur der Schweiz für den **Vorsitz der KSZE 1996** in Erinnerung und erläuterte diese auch mit dem Wunsch, die bestehenden internationalen sicherheitspolitischen Mitwirkungsmöglichkeiten der Schweiz besser zu nutzen. Grundsätzlich bemühe sich die Schweiz in der KSZE darum, im Verhältnis zu anderen Organisationen die Arbeitsteilung zu verbessern und Synergien zu nutzen, die Präventivdiplomatie zu verstärken und Menschenrechts- und Minderheitenfragen systematischer auch auf politischer Ebene aufzubringen.

Gemäss D. wird 1996 die Hauptschwierigkeit darin liegen, mit Russland richtig umzugehen ("It will be very tough to handle Russia"). Russland tendiere darauf, die KSZE zu stärken, um sie der NATO hierarchisch überzuordnen, fürchte die KSZE aber gleichzeitig, weil es keine Kontrolle seiner Peacekeeping-Operationen im GUS-Raum wolle. Es werde weiterhin darum gehen, durch Überwachung -"Monitoring" - die KSZE-Standards zu gewährleisten. Und schliesslich: "Your Permanent Representative in Vienna will need a spine of steel".

Mit Bezug auf den **Stabilitätspakt** wurde gemeinsam festgestellt, dass die direkt betroffenen Staaten im Grunde wenig an multilateralen Verhandlungen über Grenz- und Minderheitenprobleme interessiert sind. D. wies überdies auf die besondere Schwierigkeit hin, dass sich - wie im Beispiel Ungarn und Slowakei ersichtlich - die Einstellung der betroffenen Staaten bei Regierungswechseln ändern können: Zuerst lagen die Schwierigkeiten bei der Haltung der ungarischen Regierung; jetzt ist zu befürchten, dass einer konstruktiveren Haltung Ungarns eine möglicherweise wieder weniger kooperative Haltung der slowakischen Regierung gegenüberstehen wird. Insgesamt erscheint Grossbritannien selber wenig interessiert am Pakt.

Zur Initiative **Partnership for Peace (PFP)** erklärte D. dass es wichtiger sei, die Schweiz für die anderen Institutionen zu gewinnen als für PFP, falls die interne Auseinandersetzung über einen PFP-Beitritt die Isolation verstärken und den Beitritt zu EWR/EU weiter verzögern würde. Grundsätzlich erachtet D. PFP als vollkommen unproblematisch für die Neutralität, als eine pragmatische Sache ohne negative Seiten.

### 3. Osteuropa / ehem. Sowjetunion

D. berichtete vom Besuch **Jelzins** bei Premier Major und schilderte J. als vitalen, selbstsicheren Mann, der trotz sehr schwieriger wirtschaftlicher Situation **Russlands** eine erstaunliche politische Stabilität gewährleiste. Explizit habe er angekündigt, dass er um Hilfe für den Schuldendienst ersuchen werde.

Über die **Ukraine** berichtete D. vom Besuch des ukrainischen Aussenministers in Luxemburg, welchem unmissverständlich gesagt wurde, dass westliche Hilfe abhängig sei von der Befolgung der IMF-Auflagen, von einer Lösung der Kernkraftwerk-Problematik ("action on Tchernobyl") und von richtigen Massnahmen im Schuldenbereich. Zusammengefasst betrachtet man in London die Ukraine als den grössten Problemfall in Osteuropa, den neuen Präsidenten Kutschma dafür als eine Chance für einen guten Start.

### 4. Balkan

Die kurze Erörterung der Lage in **ex-Jugoslawien** liess das tiefe Misstrauen des britischen Staatsministers gegenüber allen Kreisen erkennen, welche am bosnischen Konflikt irgendwie beteiligt sind. "All is tactical!" Eine Eskalation des Kriegs schliesst London nicht aus. Demzufolge gehen die britischen Bemühungen im wesentlichen in zwei Richtungen: rasche Beilegung des Kriegs "in order to save lives" (es tönte fast so, als spräche Davis von einer Beilegung um jeden Preis); Massnahmen zur Eindämmung

des Konflikts. Nicht glücklich ist London über die Haltung **Griechenlands** gegenüber seinen Nachbarn Albanien und Mazedonien, welche die Stabilisierung des Balkans jedenfalls nicht fördere.

J. Kellenberger

Jakob Kellenberger